

Baisse de prix chez «Vallait»

Le transformateur «Vallait» a baissé le prix du lait payé aux producteurs de 3 centimes au 1er février 2006. Cette information, diffusée peu avant Noël n'était pas vraiment une surprise. Ce qui est étonnant, c'est l'absence de commentaires ou de critiques dans les journaux. Plus de paie laitière pour 16 journées de travail en 2006, sans que cela ne suscite un seul commentaire ! Quelle est donc l'histoire de cette baisse de prix ?

D'après «Vallait», il ne s'agit pas d'une baisse de prix, mais d'une retenue exceptionnelle. L'an passé «Vallait» a réussi à décrocher un contrat pour livrer du lait «Prix Garantie» de Coop, par une offre à la baisse. Le transformateur s'est trouvé dans les chiffres rouges suite aux grandes quantités qu'il a livrées à bas prix. Les acheteurs font croire aux producteurs qu'ils sont à leur merci et que c'est par pure gentillesse désintéressée qu'ils consentent à acheter leur lait, personne d'autre n'étant disposé à le ramasser. Ce n'est qu'un chantage. Quand le lait manque, on n'hésite pas à le transporter depuis la Suisse alémanique sans que cela ne pose de problème. Les producteurs qui sont mécontents de cette baisse ont la possibilité de changer d'acheteur.

Qui fait les frais du «Prix Garantie» Coop?

La grande distribution développe actuellement des lignes d'articles à bas prix. Le lait est proposé à l'étalage jusqu'à 1.07 Fr. le litre (à partir d'une quantité minimale de deux litres). La grande distribution promet des prix «bon marché» aux consommateurs tout en ne faisant aucune concession sur ses marges : elle répercute simplement la baisse sur les transformateurs, qui eux la répercutent sur les producteurs. Les consommateurs doivent donc savoir que ce sont les producteurs qui leur offrent ce «Prix Garantie», malgré eux.

Tous les jours les prix les plus bas ...

Les entreprises commerciales, la grande distribution et ses relais, partent à l'assaut du monde. Avec un chiffre d'affaires de 310 milliards de dollars en 2005, Wal-Mart est devenue aujourd'hui la plus grosse entreprise du monde, plus riche et plus influente que cent cinquante pays réunis. Pour obtenir des prix plancher, les coûts de production sont nivelés vers le bas, les structures de distribution centralisées, les coûts et les investissements dans les points de vente limités. Ce n'est pas un hasard si Wal-Mart poursuit une politique violemment anti-syndicale et si l'entreprise exerce des pressions à

tous les échelons - chez ses employés et ses fournisseurs - atteignant une position de monopole et un pouvoir de négociation extraordinairement puissant. La concurrence est détruite ou forcée de s'aligner sur ce bradage social. Le diktat de ces sociétés s'étend jusqu'aux Etats qui en sont devenus dépendants.

Le consommateur qui économise avec acharnement dans ses achats contribue paradoxalement à s'appauvrir lui-même puisqu'il met en sursis son rôle de producteur de travail dans la machine économique. En effet, les pratiques systématiques de diminution de prix se traduisent inévitablement par des

conditions de livraison, ni sur les modes de paiement. A titre d'exemple, ce lait pourrait être payé tous les deux jours, pour diminuer les frais bancaires des comptes courants, en augmentant les liquidités directement disponibles.

Ce prix reflète le rapport de force actuel entre les partenaires de marché. Que faut-il faire pour que l'offre et la demande déterminent les prix dans le marché laitier et comment faut-il redéfinir les rapports de force ? Les producteurs de lait doivent trouver une réponse pragmatique à ces questions pour reconquérir un prix qui couvre les coûts de production et pour redonner



«Prix garantie», la meilleure garantie d'obtenir des prix bas pour les producteurs!

baisses de rémunérations et de masses salariales dans les régions où elles se déploient. Cette spirale infernale provoque l'augmentation du nombre de clients qui n'auront bientôt plus d'autres choix que de devoir économiser dans les rayons.

Quand les supermarchés arrivent, les épiceries, les quincailleries, les confectionneurs ferment boutique entraînant la perte de nombreux emplois. Les coûts sociaux sont transférés à des Etats affaiblis par les privatisations et autres recettes néolibérales. Les accords commerciaux et de libre-échange augmentent l'insécurité sociale et les politiques publiques ne sont plus que l'ombre des choix des multinationales. L'individualisme du consommateur et sa liberté de choix dans le rayon supplante les efforts des producteurs.

Quelles réponses de la part des producteurs ?

Actuellement, les producteurs n'obtiennent aucune contrepartie aux baisses des prix du lait qui leur sont imposées: ni sur les exigences de qualité du produit et de son élaboration, ni sur les

un avenir à la production laitière en Suisse.

Miser uniquement sur l'augmentation des quantités n'a aucun intérêt tant que le marché n'est pas maîtrisé. Les producteurs doivent apprendre à vendre, à gérer les volumes et à défendre collectivement leurs droits de produire. Ils doivent continuer à se regrouper, à construire une force de négociation, et se préparer à appuyer activement un mouvement de lutte pour des prix rémunérateurs au niveau européen. Pour imposer un rapport de force différent, des alliances devront se faire avec les mouvements sociaux des autres secteurs de l'économie, y compris au sein de la filière laitière, qui ont également des conditions de travail et de rémunération à défendre (dans le transport, la transformation et la distribution).

Dans l'immédiat, comme les prix sont toujours largement en dessous des coûts de production alors que le marché est équilibré, une augmentation des prix du lait s'impose dès ce printemps.

Rudi Berli

Un paysan andin devenu Président

Evo Morales, responsable pendant 20 ans du Conseil andin des producteurs de coca et membre de Via Campesina a été élu Président de la Bolivie le 18 décembre dernier.

Evo Morales a soutenu ces dernières années la lutte pour la souveraineté alimentaire, la réforme agraire et les droits humains. Fortement engagé dans le combat contre les politiques néolibérales de l'OMC, il aura fort à faire à la tête du pays le plus pauvre d'Amérique latine, étranglé par la dette. Sa notoriété au niveau international provient essentiellement des luttes qu'il a menées avec son parti et de nombreux secteurs de la société pour empêcher la privatisation des secteurs de l'eau et du gaz. Nous espérons qu'il sera en mesure de maintenir haut la flamme en faveur d'une agriculture paysanne familiale.

Droit à l'alimentation

852 millions de personnes sont gravement, et en permanence, sous-alimentées dans le monde. Sur ces 852 millions de personnes, 50 % sont des petits exploitants agricoles, 20 % des ruraux sans terre, 10 % des pasteurs nomades ou des petits pêcheurs, et 10 % vivent dans la pauvreté urbaine. 5 % à peine sont touchées par des situations d'urgence alimentaire dues à des conflits armés, des conditions climatiques exceptionnelles (principalement sécheresses ou inondations) ou à des transitions économiques violentes. Sur les 5 millions d'enfants mourant chaque année des conséquences de la faim et de la malnutrition, 10 % seulement sont victimes d'un conflit ou d'une famine. (tiré de « le droit à l'alimentation », CETIM, sept 2005).

Uniterre et PA 2011

La prise de position d'Uniterre sur PA 2011 (parue dans la dernière édition du journal) est disponible sur le site internet, sous format électronique par e-mail ou papier auprès du secrétariat d'Uniterre. N'hésitez pas à nous contacter (toutes nos coordonnées en page 8).

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ

☎ 026 913 79 84

✉ swiss@animat www.animat.ca